

COMMUNIQUÉ

FACE A LA RÉPONSE INSUFFISANTE DU MINISTRE : UNE MOBILISATION NÉCESSAIRE

Depuis le mois de juillet, les organisations syndicales avaient prévenu le ministère sur les risques « sanitaires et de décrochage scolaire » en cas de deuxième vague épidémique et avaient pointé des moyens à mettre en œuvre. Alors qu'il se déclarait prêt face à ce rebond avec son protocole soi-disant renforcé, il aura fallu attendre une mobilisation de la profession dès la rentrée des vacances d'automne et la menace d'une grève nationale intersyndicale pour que J.-M. Blanquer daigne enfin répondre partiellement aux attentes légitimes des enseignant·es.

Partiellement, parce qu'en matière de recrutements nécessaires d'enseignant·es pour assurer les dédoublements, d'agents territoriaux pour assurer la désinfection des locaux, de médecine scolaire pour recevoir les jeunes, de personnels de vie scolaire pour les encadrer en dehors des cours, rien de nouveau.

Partiellement parce que les consignes sont, même pour la possibilité offerte de dédoubler les classes, pour le moins bancales, et que des chef·fes d'établissements rechignent encore à protéger les enseignant·es, les élèves et leurs familles à l'orée du 9 novembre, date d'entrée en vigueur du protocole dit "renforcé".

Partiellement parce que le ministère feint de croire que, dans les ateliers, l'enseignement peut être dispensé dans des conditions normales.

Partiellement parce que rien n'est encore envisagé à ce stade pour que les risques subis par les élèves en les forçant à participer à leurs PFMP soient levés par un report obligatoire de ces dernières.

Toutes ces raisons légitimaient largement le maintien du mot d'ordre de grève pour ce mardi 10 novembre 2020. Le SNUEP-FSU se félicite de la participation importante que cet appel a généré. Beaucoup de temps et d'énergie ont déjà été perdus. Il faut que le ministre entende enfin ce que lui dit le terrain et qu'il procède rapidement aux ajustements nécessaires.

Le SNUEP-FSU appelle les équipes à rester mobilisées car, au-delà du grave problème sanitaire que nous vivons, c'est aussi la question de nos conditions de travail qui est posée. Or le ministre persiste à maintenir son projet de supprimer 1800 postes dans le 2^d degré pour la rentrée prochaine. Les ateliers de son "Grenelle" sont aussi une source de vive inquiétude. Pour le SNUEP-FSU, la revalorisation des salaires doit s'accompagner aussi d'une véritable amélioration de nos conditions de travail.